

Joseph Pestieau : *Les citoyens au bazar. Mondialisation, nations et minorités*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1999, 314 p.

Augustin Simard

Volume 2, numéro 2, 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1000478ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1000478ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Globe, Revue internationale d'études québécoises

ISSN

1481-5869 (imprimé)
1923-8231 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Simard, A. (1999). Compte rendu de [Joseph Pestieau : *Les citoyens au bazar. Mondialisation, nations et minorités*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1999, 314 p.] *Globe*, 2(2), 171–175. <https://doi.org/10.7202/1000478ar>

Tous droits réservés © Globe, Revue internationale d'études québécoises, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

RECENSIONS

Un parcours méthodique de structures linguistiques de base dans un langage intelligible et un ton aisé et souvent ironique rendent cet essai accessible même à ceux qui n'ont pas de formation langagière particulière, mais qui tout de même portent un intérêt à tout ce qui concerne la langue. Comme moyen de promouvoir la sécurité linguistique de l'homme de la rue, les *États d'âme, états de langue* restent d'une actualité brûlante — malheureusement.

Irène Velle
Université de Bergen (Norvège)

Joseph Pestieau

Les citoyens au bazar.

Mondialisation, nations et minorités

Sainte-Foy, Presses de l'université Laval, 1999, 314p.

La couverture du dernier livre de Pestieau, ornée d'une reproduction de *La Tour de Babel* de Bruegel, a le mérite de synthétiser admirablement et le propos et la démarche de l'auteur. D'une part, le livre se propose d'examiner les conditions d'une pratique démocratique s'accordant à la relativisation progressive de la souveraineté étatique. Ce phénomène, qui marque notre fin de siècle, est envisagé par l'auteur sous le double aspect de la fragmentation des espaces nationaux et de la mondialisation de l'économie. D'entrée de jeu, l'entreprise de restauration unitaire et «républicaine» est condamnée par l'auteur au profit d'une analyse qui se veut plus sensible aux possibilités ouvertes par l'érosion de l'État-nation. Il n'est dès lors pas tant question de sauvegarder l'unité de l'État face à des logiques qui la sapent que de tirer le meilleur profit de cette différenciation croissante des enjeux et des lieux politiques. D'autre part, le livre procède à un incessant va-et-vient entre disciplines et perspectives différentes, mobilisant l'analyse macroéconomique, le management, l'anthropologie et la philosophie politiques. Cette oscillation constante donne à penser que l'étude demeure quelque peu prisonnière de son objet, les contours de celui-ci dictant en quelque sorte les orientations de celle-là. L'auteur ne s'en cache

d'ailleurs pas, mais associe cette absence de distance face à «l'épaisseur du monde» (p. 17) à l'orientation proprement pratique de son projet.

En fait, l'analyse de Pestieau n'innove guère, sinon par son ambition et son envergure. Dans une première partie, le livre traite de la parcellisation de l'unité politique nationale sur laquelle s'est historiquement étayée l'expérience démocratique moderne. Le foyer de l'analyse est la montée des revendications formulées par des minorités nationales et des groupes prônant une «politique de la différence», minorités et groupes résolument hétérogènes à la logique d'indifférenciation caractéristique de l'espace démocratique-libéral. On notera à maintes reprises l'insistance de l'auteur à ranger au sein de cette catégorie les revendications de diverses associations qui, obnubilées par une «cause unique» et nonnégociable, enferment leurs membres dans une logique sectariste et, paradoxalement, communautaire. Tous ces groupes contribuent, lisons-nous, à l'émiettement du peuple, à l'affaiblissement des identités nationales traditionnelles et à la composition de nouvelles communautés culturelles exclusives. La force de l'analyse de Pestieau réside sans doute ici dans la façon dont elle relie par une boucle récursive, d'un côté, le renforcement de ces groupes purement affirmatifs et, de l'autre, la dissolution des repères traditionnellement fournis par l'État et par les communautés nationales qui lui servaient d'assise. Assez schématique, le parcours emprunté par l'auteur dans cette première partie tente dans un premier temps de situer ces groupes par rapport à la pratique du droit international, à la valorisation libérale des droits individuels et à la construction de l'État-nation en Occident, pour ensuite évaluer les ressources offertes par le fédéralisme et le multiculturalisme de même que leurs limites respectives.

Pestieau consacre la seconde partie de son livre à la mondialisation de l'économie. Celle-ci est analysée sous l'angle de la libéralisation des marchés, puis sous celui de la constitution d'entités supraétatiques. L'auteur insiste à la fois sur l'interdépendance et les contraintes multiples qu'elle impose aux États, et sur la problématique nouvelle des identités et des solidarités nationales liée à un tel élargissement de l'univers des échanges. Mais au-delà du

RECENSIONS

déclin de l'État national comme lieu de la souveraineté démocratique — dont l'auteur souligne par ailleurs le caractère largement idéalisé —, l'analyse vise surtout à montrer comment la composition de blocs régionaux et d'organismes internationaux assure en fait, en échangeant un concept désormais chimérique de souveraineté contre des possibilités d'action sur des «questions fonctionnellement définies», une marge de manœuvre permettant aux États de «demeurer responsables devant leurs peuples de leurs actes» (p. 186). Seulement, cette pratique demeure compromise par le «déficit démocratique» qui frappe ces différents blocs et organismes. Il est essentiel pour Pestieau d'insister, à ce stade de l'argumentation, sur le fait que semblable déficit ne découle pas naturellement du partage obligé de la souveraineté politique au sein de ces entités, mais plutôt d'une crise de légitimité. Le désintérêt de l'électorat, la haute technicité des débats, l'absence de relais entre les forums mondiaux et l'agora politique nationale expliquent ce déficit, bien davantage que les carcans dont se disent prisonniers les différents gouvernements. C'est par conséquent par la vigueur d'une culture politique qui saura se déprendre de l'idéal monadique de l'État traditionnel que passe l'avenir de la démocratie.

Ce sont pour une bonne part les conditions d'une telle culture qu'aborde l'auteur dans la troisième et dernière partie de son livre. Au nombre des modes de légitimation qui pourraient pallier les limites de la représentation électorale classique, Pestieau signale brièvement les consultations sélectives, les sondages, les garanties judiciaires et les négociations prudentes. De plus, l'émergence graduelle, parallèlement à la surveillance officielle qu'exercent les États sur leurs délégations officielles, de «réseaux transnationaux d'individus et d'ONG» (p. 243) vigilants dessine les contours d'un espace public mondial participant également de ces mécanismes de légitimation. Au niveau des blocs régionaux (essentiellement l'Union européenne), l'auteur souligne la nécessité «d'un langage politique commun pour que les enjeux soient compris de tous» (p. 252). Plus généralement, c'est par un respect plus rigoureux du principe de subsidiarité (p. 254) qu'est envisagée la recomposition d'une légitimité et d'une solidarité tant à l'intérieur des États qu'entre les membres d'un même bloc régional. Pestieau termine sa réflexion en exposant

comment la construction d'un patriotisme «régional» doit inévitablement passer par le respect et l'aménagement des différents patriotismes «nationaux», de leur facticité culturelle propre. La valorisation du patriotisme constitutionnel ne doit pas se faire oublieuse du nécessaire enracinement culturel d'où il tire son effectivité (p. 267).

L'ambition de l'auteur et l'envergure de la problématique — qui rappellent dans une certaine mesure *L'Espoir incertain* paru en 1983 — ne vont pas sans poser un nombre considérable de difficultés. Certes, *Les Citoyens au bazar* se veut essentiellement une «œuvre de vulgarisation» (p. 18). Mais, si la généralité de l'exposé semble s'accorder à un tel dessein, la sinuosité du parcours, les nombreuses digressions et l'éclatement de la problématique en un ensemble vertigineux de questions (pp. 19-20 tout particulièrement), parmi lesquelles l'auteur n'opère jamais de discriminations nettes, nuisent au style linéaire propre à la synthèse. On saisit en effet bien peu par quelle nécessité l'auteur aborde aussi rapidement autant de thématiques. Aussi peut-on être amené à penser qu'il y a là, en somme, les ébauches de trois livres distincts, et que c'est peut-être le troisième qui vient justifier la mise en rapport des deux premiers. Par ailleurs, on pourra regretter les nombreux débats, notamment celui — ô combien commun pourtant — sur le rapport entre protection d'une culture minoritaire et droits individuels fondamentaux, que l'auteur effleure très rapidement en mentionnant quelques noms, sans en cerner ni les enjeux ni la portée, sans non plus tenter de camper plus explicitement ses propres positions. C'est donc surtout le courage (ou la témérité, le lecteur en jugera) d'un auteur ayant entrepris d'embrasser un horizon aussi vaste qu'il faudra saluer. Et c'est peut-être en jugeant cet ouvrage comme un essai essentiellement exploratoire, pour les pistes de réflexion qu'il suggère, que l'on pourra lui rendre meilleure justice.

Notons en terminant que *Les Citoyens au bazar* détonne considérablement au sein de la nouvelle collection Prisme des PUL. Celle-ci, où sont déjà publiées les traductions de travaux de Taylor et de Tully, se proposait explicitement d'accueillir «des approches

RECENSIONS

novatrices dans l'étude des réalités politiques». Or, l'intention de Pestieau tient manifestement plus du tour d'horizon.

Augustin Simard
Université Laval

Chantal Bouchard

La Langue et le nombril.

Histoire d'une obsession québécoise

Montréal, Fides, 1998, 303p.

Dans son récent ouvrage, Chantal Bouchard entreprend l'étude du discours tenu sur la langue au Québec de la colonisation aux années 70. À travers l'analyse d'essais, de conférences, de chroniques journalistiques ou de courriers de lecteurs ayant la langue pour objet, l'auteure retrace l'état du français à différentes époques, en s'attardant principalement à l'image qu'ont eue d'elle ses locuteurs. *La Langue et le nombril* nous propose une histoire de l'identité collective des Québécois telle que révélée par le discours métalinguistique. «Le discours sur la langue reflète et traduit les moindres fluctuations de la structure identitaire, fluctuations qui sont des réponses aux transformations des conditions d'existence de cette collectivité et des rapports de celle-ci avec les autres sociétés» (p. 285).

Dans un souci constant de lier langue et société, l'analyse des documents métalinguistiques est toujours précédée d'importantes mises en contexte. Plusieurs perspectives historiques sont adoptées à cet effet, telles que l'histoire sociale, l'histoire politique ou économique. La psychologie est aussi invoquée par la sociolinguiste pour faire le lien entre psychés individuelle et collective. Dans cette perspective, une nation, au même titre qu'un individu, peut vivre une crise identitaire si elle se voit exposée à des changements brusques (pression d'un Autre plus puissant, pression de changements socio-économiques, etc.) auxquels elle est mal préparée. Le discours sur la langue nous révèle les comportements adoptés à chaque époque par la collectivité québécoise face aux changements et aux pressions